

Une année plus fructueuse, mais aussi plus coûteuse

Une fois n'est pas coutume, en 2008, l'agriculture bas-normande se distingue des autres régions. Elle est en effet la seule en France à bénéficier d'une croissance, certes minime, du revenu agricole. Si les prix ont souvent fait la différence en 2007, c'est la revalorisation historique du prix du lait et l'abondance des récoltes céréalières qui caractérise l'année agricole 2008. Dans le premier cas, la hausse des prix s'est conjuguée à des volumes produits inédits, mais dans le second, l'abondance s'est traduite par une chute des prix des céréales. La viande de taurillon, également mieux rémunérée, s'impose de plus en plus dans la région au sein de la production de gros bovins. Mais le profit engendré par ces abondantes productions souvent sans précédent, est absorbé par le fort renchérissement des coûts des productions (pétrole, végétaux et charges de fonctionnement).

La vente des produits animaux et végétaux a généré une plus-value de 331 millions d'euros par rapport à 2007, aides incluses. Malheureusement ce surcroît de recettes a été pratiquement englouti par le surenchérissement des coûts de production et des charges d'exploitation estimé à 324 millions. Au total, le revenu net de l'entreprise agricole bas-normande ne progresse que de 7 millions pour s'établir à 367 millions. Compte tenu de la disparition d'un millier d'emplois non salariés, le revenu moyen par actif s'affiche à 14 500 euros, en hausse de 6% avec 25 300 personnes, ramené à 3 % si l'on intègre

l'inflation. La Basse-Normandie est ainsi la seule région de métropole à dégager un revenu positif.

Dans la Manche, le revenu moyen est inférieur d'un millier d'euros à la moyenne bas-normande mais il s'avère toutefois plus élevé qu'en Bretagne (11 000 euros).

Dans le Calvados et dans l'Orne, départements plus axés sur les cultures, il atteint 15 500 euros contre 17 500 en Pays-de-la-Loire et 29 000 en Haute-Normandie. Il est encore plus élevé dans les régions de grandes cultures, dépassant allègrement les 50 000 euros en Ile-de-France, dans le Centre et en

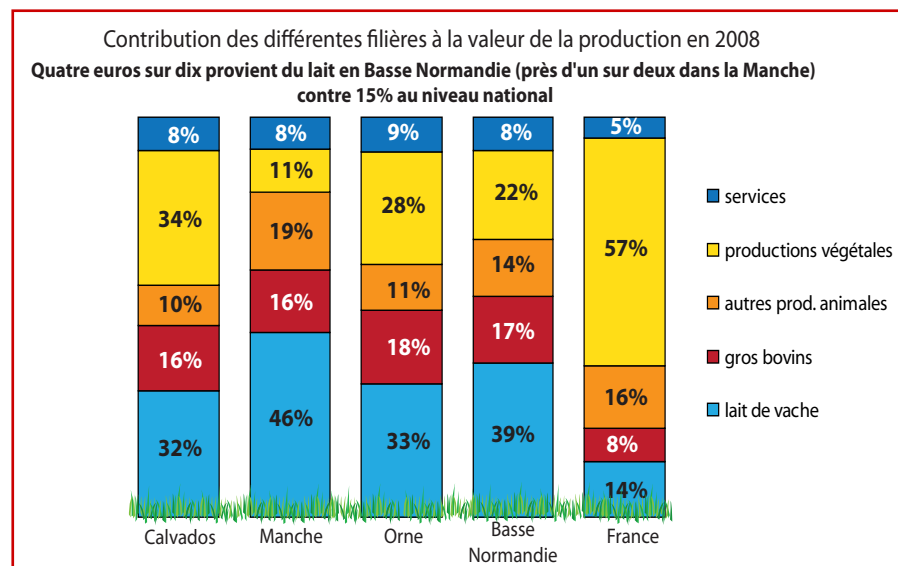
Champagne-Ardenne pour une moyenne nationale de 21 600.

La palme pour l'agriculture manchoise

En 2008, c'est la production laitière qui a été le moteur de cette croissance inédite constatée dans les trois départements. La Manche s'octroie, juste derrière les Alpes-Maritimes, la meilleure progression du revenu agricole avec un gain de 6%. L'Orne (+3%) et le Calvados (+1%) se place en 5e et 6e position, juste devancés par la Seine-Maritime (+4 %) et les Hautes-Alpes.

Les autres régions laitières ont été confrontées à un recul de leur revenu agricole. Dans l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-d'Armor, le Morbihan et la Mayenne, le revenu baisse légèrement, jusqu'à 3%. Dans les autres régions de grandes cultures, le recul est plus ample, variant de 10% à 20%. L'année est encore plus difficile pour les régions viticoles (Aquitaine et Languedoc-Roussillon) et dans le Limousin, pourtant région d'élevage où le déficit de revenu dépasse 35%. Au niveau national, la baisse est évaluée à 20%.

Alors que les principales cultures ont largement progressé, certaines, de moindre importance, ont été amputées. En premier lieu, les surfaces de colza perdent près de 10 000 ha après trois années de forte augmentation et malgré un gain de 5 000 ha en colza alimentaire.



De même, le pois protéagineux recule de nouveau. En quinze ans, sa surface a été divisée par neuf. Malgré un léger sursaut de la féverole, la sole totale de protéagineux n'occupe plus que 7 000 ha. Enfin, le lin, pénalisé par des stocks encore pléthoriques des récoltes précédentes, perd un millier d'hectares, mais à de meilleurs rendements.

Les producteurs de lait se démarquent des autres profils de production

En 2008, le revenu moyen des actifs non salariés s'est accru de 21 % chez les éleveurs laitiers, soit dans plus d'une unité sur deux (7 300 sur 13900, fin 2007) et ce, malgré l'impact négatif du coût de l'alimentation. A l'inverse, dans les élevages spécialisés en viande bovine (1 400 unités) il s'est dégradé de 24% pour atteindre un niveau historiquement bas, proche de celui de 1990. L'année est encore plus défavorable (baisse des prix et hausse des charges d'approvisionnement) dans les exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux (1 600) avec un recul marqué de 30%. Mais l'année 2007 avait été exceptionnelle.

En terme réel, l'évolution entre le niveau de revenu moyen de la période 2006 – 2008 et celui de la période 2003 – 2005 est également favorable à la Basse-Normandie ainsi qu'aux régions à dominante grandes cultures. Elle atteint 10% en Basse-Normandie contre 4% en Haute-Normandie et 5% en moyenne nationale.

Des évolutions inédites pour la production laitière

Après cinq années de baisse, et une hausse exceptionnelle enclenchée fin 2007, le prix du lait a continué d'augmenter largement début 2008, ce qui a incité les producteurs à produire davantage. Ainsi, à la faveur d'une forte hausse des livraisons lors du premier semestre et malgré la contraction qui a suivi, la production annuelle bas-normande s'est accrue de 5% avec à la clé un volume de 2,6 milliards de litres, le plus élevé depuis 1990.

Entre janvier et mars, le prix à la production s'est accru de 35 % pour atteindre 410 euros pour 1000 litres, niveau maximal jamais atteint. Ensuite, le prix des produits laitiers industriels (beurre et poudre de lait) s'est dégradé et les prix à la production ont moins progressé : + 24% au second trimestre et + 15% au troisième. L'année s'est même terminée avec une baisse de 8%. Au final sur l'année, le prix s'accroît tout de même de 16% à 365 euros contre 315 en moyenne quinquennale. La recette laitière, hors aide, bondit ainsi de 22% pour un gain de 185 millions d'euros dont 138 dus au seul effet prix. Le chiffre

La valeur départementale et régionale de la production en 2008 (hors aides, en millions d'euros)

	14		50		61		BN		part BN/ France	évol France
	valeur	évol (en %)	valeur	évol (en %)	valeur	évol (en %)	valeur	évol (en %)	valeur	évol (en %)
total produits (1)+(2)+(3)	855,6	12	1 310,3	12	834,3	12	3 000,2	12	5%	4
Ensemble végétaux (1)	360,1	13	283,1	10	316,3	13	959,5	12	3%	-0
Céréales	150,6	22	51,9	8	148,5	13	351,0	16	3%	-6
dont blé tendre	125,0	28	39,2	30	113,8	19	278,0	24	5%	-2
dont autres	25,6	-1	12,7	-29	34,7	-1	73,0	-7	2%	-10
Plantes industrielles	46,6	11	1,0	-47	40,3	21	87,9	14	3%	2
dont oléagineux	20,2	28	0,9	-40	36,0	26	57,1	25	3%	5
dont betteraves	12,7	14	0,0	0	1,5	0	14,2	13	2%	-10
dont autres	13,7	-10	0,1	-75	2,8	-18	16,6	-13	4%	10
Plantes fourragères	107,7	11	159,4	15	115,1	12	382,2	13	7%	11
Légumes, fleurs, fruits	55,2	-2	70,8	3	12,4	9	138,4	2	1%	-0
Ensemble animaux (2)	433,1	12	933,6	14	455,2	13	1 821,9	13	7%	11
Bétail	176,7	2	345,7	3	184,0	4	706,4	3	7%	4
dont gros bovins	123,4	2	178,5	4	132,5	4	434,4	3	8%	2
dont veaux	15,3	-13	61,3	-4	11,4	-7	88,0	-6	6%	1
dont porcins	19,0	14	84,9	8	22,6	12	126,5	10	4%	11
dont autres	19,0	4	21,0	4	17,5	5	57,5	4	8%	1
Produits avicoles	13,1	9	46,4	12	24,4	12	83,9	11	2%	11
Produits laitiers	236,0	21	533,0	23	240,5	22	1 009,5	22	11%	20
Autres produits	7,3	11	8,5	20	6,3	5	22,1	12	4%	1
Production de services (3)	62,4	2	93,6	3	62,8	2	218,8	3	6%	3

d'affaire régional dépasse le milliard d'euros dont 53% issus de la Manche. Cette situation permet aussi à la région de se placer en première position en terme d'évolution de la valeur de la production, toutes productions confondues.

Le taurillon dynamise la valeur de la production bovine

La production bovine ne bénéficie pas comme le lait, de prix et de volumes qui s'accroissent. Le poste 'gros bovins', second poste régional, gagne 3% en valeur, soit l'équivalent de 13 millions d'euros (hors aides). Les prix sont le moteur de cette amélioration, tirés vers le haut en raison d'un contexte d'offres nationales peu abondantes, freinées par les mesures sanitaires liées à la fièvre catarrhale ovine (FCO).

Si le prix de la viande de bœufs, génisses ou vaches de réforme ne se contente que d'une petite hausse inférieure à 2%, celui des taurillons progresse de 6%, après une année 2007 très défavorable au creux estival très marqué. De plus, les volumes s'accroissent dans le Calvados et dans l'Orne, la Manche se contentant d'une reconduction. La valeur du poste 'taurillons' représente aujourd'hui 40% de la valeur de la production de viande finie contre 29% en 2004. Le ratio grimpe à 48% dans l'Orne.

Les vaches laitières ont été conservées pour optimiser la production de lait du premier semestre, puis ont été abattues massivement en fin d'année. Le recul des abattements de ces vaches laitières n'a

cependant pas été comblé par l'affluence des vaches allaitantes réformées vers les abattoirs. Au final, la production totale de vaches de réforme se réduit de 2 000 têtes avec une baisse marquée dans la Manche. Elle représente 34% des ventes totales. Les productions de bœufs, en retrait partout, et de génisses, qui ne baissent que dans la Manche, en constitue 26%. La décapitalisation du troupeau de vaches laitières a été compensé par l'agrandissement des cheptels d'autres catégories bovines. Ainsi les élevages bas-normands ont-ils accueilli davantage de bovins (achats, prises en pension) qu'il n'en ont laissé partir (ventes, mises en pensions).. Cette situation caractérise surtout la Manche et l'Orne au contraire du Calvados. En revanche, le prix des animaux maigres de six mois à un an s'est replié de 16 %, affecté par la crise de la FCO, alors que le prix des autres catégories augmentait légèrement.

Porcs, volailles : tonnages en baisse, prix en hausse

La 'viande blanche', spécialité manchoise, connaît des évolutions contrastées. La production de veaux concède six millions en valeur avec une baisse simultanée des volumes et des prix après deux années de hausse. Le bilan des veaux de huit jours est plombé par une seconde année de chute des prix (-25% en 2007 et en 2008). La valeur de la production porcine s'accroît de 10% grâce à un redressement des cours, encouragé par le recul de la production européenne et le dispositif de

restitutions à l'exportation. Les prix, qui ont grimpé régulièrement au cours du premier semestre, ont été supérieurs tout au long de l'année, annulant pratiquement la chute enregistrée en 2007. La valeur des productions de volailles et d'œufs de consommation augmente grâce à la nette progression des prix, les volumes étant comparables. Si pour la volaille, filière fortement intégrée, la hausse des coûts de l'alimentation s'est répercutée sur les prix à la production, pour les porcs, la plus forte revalorisation des coûts de production a pesé sur la rentabilité des élevages.

Les volumes céréaliers font la différence, mais les prix trinquent

La remise en culture de nombreuses jachères après la suppression du gel obligatoire en 2008 a largement profité à la sole céréalière et dans une moindre mesure aux oléagineux. De surcroît, les rendements sont souvent exceptionnels après le très mauvais cru 2007. Ainsi le volume global des moissons céréalières progresse de 33% dont 25% grâce à un meilleur rendement. Ce surcroît de récolte s'évalue à 101 millions d'euros, seconde grande masse positive après l'effet prix du lait. Mais compte tenu de ces volumes conséquents et d'un bilan mondial des céréales excédentaire, les prix chutent fortement après avoir flambé lors du second semestre 2007. En fonction des modes de commercialisation (contrats de vente avant moisson, ventes à la récolte et ventes après stockage), le prix moyen du blé bas-normand sur la campagne est évalué à 157 euros la tonne contre 175 un an auparavant, soit un repli de 10%. La dépréciation est estimée à 15% pour l'orge, et même beaucoup plus pour le maïs grain dont le tarif a été pratiquement divisé par deux. Malgré ce manque à gagner, estimé à 53 millions pour l'ensemble des céréales, la valeur de la production céréalière gagne 16%. Les volumes et les prix des oléagineux ont augmenté suffisamment pour permettre à la valeur de la production de s'accroître de plus d'un quart. En revanche, la situation est

opposée pour le pois protéagineux. En betteraves, les tonnages progressent, grâce à une sole en hausse mais, surtout, à des rendements records. Le prix de la betterave est à nouveau en retrait, mais celui du lin est encore plus pénalisé au regard des stocks abondants, pas encore écoulés.

Flambée rapide des coûts de production

En 2008, la facture des achats en matières premières agricoles et énergétiques (aliments achetés, engrais, carburant ...) atteint des sommets. Amorcée dès la fin 2006, elle s'accroît d'une progression record de 15% en un an et de 28% sur cinq ans. Les coûts n'ont cessé de grimper singulièrement jusqu'au début du second semestre, dans le sillage du prix de l'énergie, facteur important des prix agricoles. Conditionné par le prix des produits pétroliers, en hausse de 30%, celui des engrais augmente aussi vivement : 41% pour les phosphates, 32% pour la potasse et 22% pour l'azote. En raison de l'augmentation des surfaces cultivées, les volumes progressent également mais dans une moindre mesure. Corrélé avec le renchérissement, plus modéré du coût des semences et des produits de protection des cultures, l'ensemble des coûts de production a grevé de façon importante le revenu des exploitations de grandes cultures. Les éleveurs ne sont pas épargnés avec, de surcroît, une facture du poste 'alimentation animale' très alourdie (+18%). Ces hausses, liées à l'ascension du cours des céréales, varient entre 14% et 17% pour les aliments composés pour bovins, porcins et volaille, à 27% pour les tourteaux. Seuls les aliments d'allaitement pour veaux échappent à cette spirale haussière. Toutefois, en fin d'année, les coûts de nombreux intrants ont commencé à se réduire, sauf pour les engrais.. Le plus fort recul concerne les carburants avec un retour au niveau de la fin 2006. Au global, tous les postes de consommations intermédiaires se sont accrus, aussi bien en volume qu'en prix. Néanmoins, grâce à une croissance des recettes (326

millions supplémentaires) supérieure à celle des coûts de production (+282 millions), la valeur ajoutée de la ferme 'bas-normande', hors subventions sur les produits, progresse de 5% en valeur soit un gain de 44 millions.

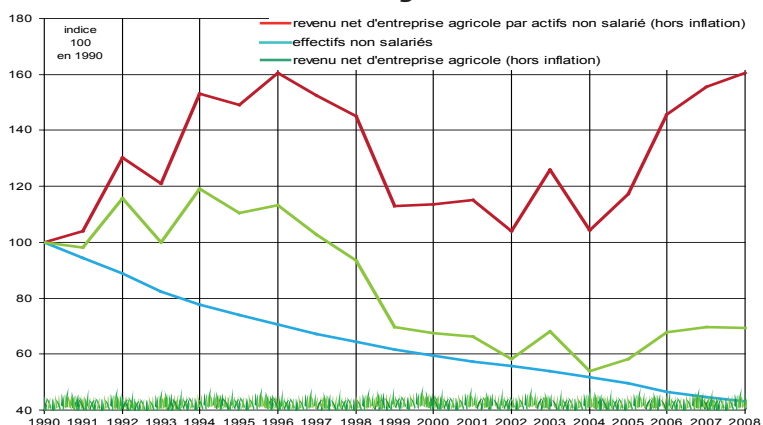
Surcoût des charges de structures

Avec plus d'emplois salariés et donc de rémunérations, les charges salariales augmentent de 7 % en 2008. De leur côté, les intérêts d'emprunts, depuis 2005, et les charges locatives, pour la deuxième année consécutive, s'accroissent également (+ 5 % chacun), tout comme les amortissements (+ 7 %). Grâce au rattachement au titre de 2008 des dégrèvements liés aux pertes de récolte de l'année précédente, le poste 'impôts', la plus faible des charges, se réduit. atténuant ainsi la hausse globale des charges totales (+ 5 % et 42 millions d'euros).

Hausse minime pour les aides directes

En 2008, l'agriculture bas-normande a bénéficié de 406 millions d'euros d'aides, soit six de mieux qu'en 2007. Parmi elles, sept euros sur dix sont versés au titre des paiements uniques à l'exploitation (DPU). La Manche qui recevait moins d'aides que ses voisins jusqu'en 2003, s'est rattrapée depuis. En 1993, l'agriculture manchoise ne touchait que 25% de l'enveloppe régionale de 166 millions derrière le Calvados (39%) et l'Orne (36%). Quinze ans plus tard les proportions et le classement sont modifiés avec 35% pour la Manche devant l'Orne (34%) et le Calvados (31%). Les aides aux surfaces représentent la seconde masse financière avec 44 millions, devant la PMTVA, 28 millions, et la prime à l'abattage, 16 millions. Les autres aides diverses rattachées à l'exploitation soldent ces aides à hauteur de 33 millions. Le montant des aides excède toujours le revenu net d'entreprise mais la dépendance de l'encadrement communautaire s'atténue. Au plus haut en 2004 et en 2005 avec près de 140%, elle n'est plus que de 110% en 2007 et en 2008. ■

Indicateurs de revenu de l'agriculture bas-normande



Les aides en 2007 (en millions d'euros)

	14	50	61	BN	France	BN/ France
total aides	127	142	137	406	9 534	4,3%
total à l'expl	99	114	105	318	7 174	4,4%
dont DPU	89	102	94	285	5 827	4,9%
dont autres	10	12	11	33	1 347	2,4%
total sur prod	28	28	32	88	2 360	3,7%
dont végétales	16	12	16	44	1 243	3,5%
dont animales	12	16	16	44	1 117	3,9%
total 1^{er} pilier	117	130	126	373	8 193	4,6%
total 2^{ème} pilier	5	4	6	15	902	1,7%
total autres	5	8	5	18	439	4,1%

